

ASSEMBLEA PARLAMENTARE DELLA NATO

Déclaration n. 350

Le Sommet de l'OTAN à Riga (*)

Annunziata il 29 gennaio 2007

1. INTRODUCTION

1.1. Le Sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Alliance qui se tiendra à Riga offre l'occasion aux dirigeants de l'Alliance de rappeler encore une fois que l'OTAN conserve son importance en tant que principale enceinte transatlantique chargée d'assurer notre sécurité collective. Le monde d'aujourd'hui recèle, pour notre sécurité, des risques et menaces nombreux et de natures diverses dont les origines sont multiples: États défaillants ou en déliquescence, sous-développement, mauvaise gouvernance, déséquilibres démographiques, radicalisation religieuse, résurgence d'idéologies hostiles à la démocra-

tie, compétition accrue pour l'accès aux ressources naturelles ou énergétiques, instabilité régionale, crime organisé transnational, prolifération d'armes de destruction massive et terrorisme. La mission première de l'OTAN, à savoir la défense collective, doit aujourd'hui se focaliser sur ces nouvelles menaces. Le Sommet de Riga devrait donner l'impulsion nécessaire et indiquer la voie à suivre dans le cadre de ce processus.

1.2. La capacité de l'OTAN de contribuer à la prise en charge de ces nouveaux défis de sécurité dépendra de la poursuite de sa transformation. Il lui faudra également recevoir l'appui des opinions publiques et des parlements des pays de l'Alliance. Certains événements survenus récemment ont montré que ce soutien ne pouvait être tenu pour acquis. En tant que parlementaires habilités à voter des budgets et des déploiements et rendant di-

(*) Adoptée le vendredi 29 septembre 2006 par la Commission permanente lors de sa réunion à Bruxelles, Belgique, et le vendredi 17 novembre 2006 par l'assemblée plénière, Ville de Québec, Canada.

rectement compte à nos électeurs, nous sommes investis d'une responsabilité spécifique, à savoir faire honneur les lignes directrices des politiques et priorités de l'Alliance.

1.3. En tant que représentants des 26 parlements de l'OTAN, nous lançons un appel aux dirigeants de l'Alliance pour qu'ils se penchent de toute urgence sur les questions suivantes:

a) utilisation du cadre de l'Alliance à des fins de consultation et de coordination sur toutes les questions essentielles de sécurité, notamment la détérioration rapide de la situation de sécurité au Moyen-Orient;

b) situation de sécurité difficile en Afghanistan;

c) processus de stabilisation dans les Balkans occidentaux et en particulier au Kosovo;

d) nécessité de mettre au point des modalités de financement mieux adaptées aux missions à l'étranger;

e) insuffisances et faiblesses des capacités opérationnelles de l'Alliance;

f) niveaux insuffisants des dépenses de défense;

g) terrorisme;

h) nécessité d'une coopération plus fructueuse avec l'Union européenne;

i) poursuite du développement du Dialogue méditerranéen de l'OTAN;

j) création de nouvelles formes d'association à l'intention des pays contributeurs non partenaires;

k) évolution future des partenariats de l'Alliance;

l) adhésions futures à l'Alliance.

2. UNE OTAN PLUS POLITIQUE ET DES ASPIRATIONS POLITIQUES A LA MESURE DES CAPACITES MILITAIRES

2.1. Un des volets essentiels du nouveau rôle de l'OTAN doit être l'engagement de tous les Alliés à utiliser le cadre de l'Alliance aux fins des consultations et de la coordination politiques en rapport avec les défis de sécurité de premier plan. Ce cadre de référence devra être utilisé plus souvent, et dans le contexte de discussions approfondies réunissant nos dirigeants politiques. Il nous faut évaluer au cas par cas les situations dans lesquelles les capacités et l'expérience collectives de l'OTAN peuvent être mises à profit, que ce soit de manière indépendante ou en coopération étroite avec d'autres organisations internationales.

2.2. Ce faisant, on veillera à ce que les ambitions politiques soient à la mesure des ressources et des capacités disponibles. Les pays qui ont accepté de prendre part à des missions doivent être disposés à mobiliser les moyens nécessaires. Nous en appelons de toute urgence à la solidarité mutuelle. Les plans civils et militaires doivent être établis de concert et dans un souci d'intégration plus marqué. L'OTAN devra à tout moment se conformer aux principes du droit humanitaire international.

3. LA SITUATION EN AFGHANISTAN

3.1. Au cours des derniers mois, la situation s'est détériorée en Afghanistan. Le coût en vies humaines, de plus en plus élevé — et nous tenons ici à rendre hommage aux combattants tombés pour la liberté de l'Afghanistan —, démontre que cette guerre n'est pas encore gagnée. L'engagement de l'OTAN dans ce pays met à l'épreuve sa capacité à relever les défis du nouvel ordre de sécurité. Vu l'engagement pris par l'OTAN d'étendre la sécurité à l'ensemble du territoire afghan et les défis auxquels elle se trouve confrontée dans le cadre de l'élargissement de sa mission, les

pays membres doivent prendre la décision de redoubler d'efforts pour mettre à disposition les moyens indispensables à la réalisation de cet objectif. L'OTAN doit aussi redoubler d'efforts pour nouer une relation de confiance avec le peuple afghan et s'accorder sur des politiques communes dans les domaines politique et de la reconstruction dans ce pays. La présence d'un plus grand nombre de soldats sur le terrain dans le sud de l'Afghanistan est nécessaire afin d'assurer une stabilité suffisante pour permettre une reconstruction durable. Les dirigeants de l'Alliance doivent souligner la nécessité, pour les États membres, de faire preuve de souplesse et de détermination en mobilisant les effectifs et les matériels requis pour cette mission. Une synergie accrue entre organisations internationales est nécessaire. Un Afghanistan failli signerait la faillite de l'OTAN.

4. INTEROPERABILITE ET EFFICACITE

4.1. L'interopérabilité et la compatibilité des communications sont cruciales à l'efficacité militaire de l'Alliance. La mise à exécution des engagements capacitaires de Prague doit demeurer une priorité. Il conviendrait de mettre l'accent sur la spécialisation des rôles et les investissements, de sorte que des troupes suffisantes puissent être déployées dans le cadre de missions complexes de stabilisation.

4.2. L'interopérabilité reposera également sur la mise en place et l'intégration de réseaux d'information militaire con us pour partager et exploiter des données pertinentes en temps réel. Par conséquent, il faut que les Etats-Unis et leurs alliés se dotent de politiques de transfert de technologies destinées à faciliter un partage véritable des informations techniques pertinentes.

4.3. Les forces déployées dans le cadre de missions de l'OTAN doivent présenter la souplesse requise pour s'acquitter de la gamme d'opérations qu'exige une mission

donnée. Tout devra donc être fait pour diminuer le recours aux réserves nationales qui, trop souvent, limitent les possibilités qu'auraient des contingents nationaux de participer aux opérations en mobilisant l'ensemble de leurs capacités.

4.4. Compte tenu du rôle essentiel des forces spéciales dans le cadre des missions de l'OTAN, on s'emploiera en particulier à renforcer leur interopérabilité.

4.5. Il faudra également que l'OTAN remédie à ses insuffisances dans le domaine du transport aérien lourd à longue distance en ayant à disposition des appareils appropriés.

5. FINANCEMENT DE LA TRANSFORMATION ET DES OPERATIONS

5.1. Il faut mettre un terme au système actuel consistant à faire supporter les coûts des opérations par les seuls pays qui y participent. Le recours de plus en plus fréquent à des forces OTAN « disponibles sur appel » comme la Force de réaction de l'OTAN exige que l'on se dote d'un mécanisme répartissant équitablement, à l'échelle de l'Alliance, la charge financière inhérente au déploiement de ces forces.

5.2. Parallèlement à ce mécanisme de financement commun des opérations, chaque membre s'engagerait à consacrer des ressources suffisantes à la défense, de manière à faire face aux défis globaux en matière de sécurité. Les membres de l'OTAN devraient à tout le moins s'engager à arrêter de réduire leurs dépenses nationales de défense et le Sommet de Riga devrait encourager l'adoption d'un mécanisme de financement commun amélioré et plus transparent. Les parlementaires considèrent que la mise au point d'un système plus équitable revêt un caractère d'urgence.

5.3. La transformation de l'Alliance et le respect de ses engagements supposent que les dépenses atteignent les niveaux

requis et que les montants affectés à la défense soient dépensés avec efficacité et à bon escient. Il conviendra donc de redoubler d'efforts pour utiliser plus efficacement les ressources consacrées à la défense et ce, en instaurant une coopération à tous les stades des procédures d'acquisition. Il faudra aussi fixer une date définitive à laquelle tous les membres devront avoir atteint les objectifs d'employabilité fixés à Istanbul pour les forces terrestres, soit une déployabilité de 40 % et une soutenabilité de 8 %. Des objectifs similaires devraient être fixés pour les forces aériennes et navales.

6. *TERRORISME*

6.1. Nous continuons de soutenir le rôle de l'Alliance dans la lutte contre le terrorisme. Nous pensons que l'Alliance en constitue la dimension transatlantique essentielle, mais notons que le terrorisme ne peut pas être vaincu par des moyens exclusivement militaires.

7. *COOPERATION AVEC LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES*

7.1. Il est indispensable, pour faire face aux défis de sécurité actuels et futurs, d'utiliser les ressources collectives — tant civiles que militaires — de la manière la plus efficace qui soit et de maintenir avec les organisations concernées des liens de coopération et de coordination aussi étroits que possible. Pour cette raison, l'amélioration des rapports entre l'OTAN et d'autres organisations internationales, en particulier l'Union européenne (UE) et les Nations unies, devra se poursuivre. Le Sommet de Riga devrait donner une impulsion ferme et concrète au développement de ces relations. La Force de réaction de l'OTAN et ses possibilités d'utilisation en situations de crise illustrent l'urgence du développement de ces relations.

8. *RELATIONS AVEC L'UNION EUROPEENNE*

8.1. L'ampleur et la portée des menaces de sécurité actuelles exigent de l'OTAN et de l'UE qu'elles entretiennent une relation de coopération permettant une exploitation maximale des moyens des deux organisations, et qu'il soit mis un terme aux chamailleries institutionnelles. Il est impératif, aujourd'hui, d'instaurer un processus plus systématique de consultation et de coordination de sorte que les ressources soient utilisées efficacement, et que les plans et réponses de l'OTAN et de l'UE soient mieux équilibrés et harmonisés. Le Sommet offre une chance de surmonter le blocage que connaissent les relations entre les deux organisations. Une relation constructive entre l'OTAN et l'UE est un élément clé pour une relation transatlantique dynamique.

9. *PARTENARIATS*

9.1. Les programmes de partenariat de l'OTAN ont une fonction de stabilisation importante de par l'assistance qu'ils procurent à des pays ayant atteint différents stades des processus de transition politique, économique et sociale. L'expertise de l'Alliance aide efficacement ces pays à mettre en oeuvre les réformes indispensables de leurs secteurs de sécurité. L'Assemblée elle-même a, grâce à des programmes parallèles d'assistance à des parlements partenaires, contribué à instaurer un contrôle parlementaire efficace.

9.2. Le financement des nombreux partenariats de l'OTAN reste modeste. Il importe, si l'on veut véritablement approfondir et élargir les partenariats de l'OTAN, que l'Alliance revoie à la hausse les ressources engagées à ce titre.

9.3. L'aide aux Balkans et au Caucase du Sud doit rester une priorité. Il faut que l'Alliance étudie avec attention les besoins attachés à une future présence militaire au

Kosovo, en coopération avec d'autres organisations internationales.

9.4. Tout en poursuivant son partenariat avec les pays d'Asie centrale, l'Alliance devrait surveiller les progrès accomplis par les participants au Conseil de partenariat euro-atlantique pour satisfaire aux normes démocratiques et devrait utiliser le CPEA pour exhorter ces pays partenaires à mettre ces normes pleinement en œuvre.

9.5. Au moment de nouer des partenariats, on mettra tout particulièrement l'accent sur l'intérêt que présente l'expertise acquise de longue date par l'OTAN dans la protection des populations civiles contre les catastrophes et d'autres situations d'urgence civile, à la lumière de la menace posée par le terrorisme international et la prolifération des armes de destruction massive. Les moyens consacrés par l'Alliance à la planification, à la logistique et au volet opérationnel peuvent apporter un soutien particulièrement précieux aux efforts déployés par les pays dans les domaines de l'état de préparation et des procédures d'intervention.

10. MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

10.1. Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord sont des régions revêtant une importance stratégique capitale. Ici encore, l'Assemblée vient compléter les programmes de l'OTAN en associant des parlementaires de ces pays à ses nombreuses activités. L'Alliance devrait élargir son engagement vis-à-vis des pays voisins en renforçant les programmes existants comme le Dialogue méditerranéen et l'Initiative de coopération d'Istanbul et en mettant à profit, pour ce faire, l'expérience et les moyens du Partenariat pour la paix. Ce projet pourrait comprendre une initiative de formation prévoyant l'implantation d'un établissement dans un pays participant au Dialogue méditerranéen ou à l'Initiative de coopération d'Istanbul. La coopération avec les pays se dotant de

structures démocratiques et respectueux des droits de l'homme devrait être privilégiée.

11. RUSSIE

11.1. Le développement d'une relation de coopération entre l'OTAN et la Russie reste primordial. Les travaux du Conseil OTAN-Russie représentent un acquis considérable et devraient être renforcés. Le développement d'un partenariat authentique reste toutefois en butte à des suspicions et des erreurs de perception profondément enracinées. Des questions comme les droits de l'homme, la sécurité énergétique et les situations dans les pays voisins devraient être abordées avec franchise et dans un esprit de confiance mutuelle. Il est essentiel que les parties en présence traitent de questions d'intérêt commun, de manière à jeter les bases nécessaires à l'instauration de la confiance. L'Assemblée, dans ses activités visant à renforcer sa propre relation avec le parlement russe, s'acquittera de son rôle consistant à aplanir les erreurs de perception et à mettre en place le fondement, tellement indispensable, de la confiance mutuelle.

12. UKRAINE

12.1. L'OTAN, consciente de l'importance de l'Ukraine en tant que partenaire stratégique et compte tenu en outre du fait que ce pays reste engagé en faveur de l'intégration euro-atlantique, devrait continuer à renforcer sa relation avec l'Ukraine par le biais du Plan d'action OTAN-Ukraine, du Dialogue intensifié et du fonds d'affectation spéciale du PPP.

12.2. Il conviendrait de se pencher sur le regard que porte l'opinion publique sur l'OTAN. À cet égard, l'OTAN devrait autant que possible aider le gouvernement ukrainien à diffuser des informations sur le rôle et les activités de l'Alliance.

13. NOUVEAUX PARTENARIATS

13.1. L'Alliance devrait veiller à concevoir des mécanismes de coopération plus formels avec des partenaires géographiquement lointains, comme l'Australie, le Japon, la Nouvelle-Zélande et la République de Corée, qui partagent les valeurs de l'Alliance et sont également présents aux côtés des forces de l'OTAN en Afghanistan et ailleurs. En même temps, l'OTAN doit être attentive à la nécessité de préserver sa cohésion, notamment au sein de ses structures de décision.

14. ELARGISSEMENT

14.1. L'adhésion à l'Alliance doit rester ouverte aux candidats, d'une part prouvant leur adhésion aux valeurs communes de l'Alliance et, d'autre part, considérés par les pays membres comme prêts à rejoindre cette dernière.

14.2. Lors du Sommet de Riga, les dirigeants de l'Alliance devraient fournir à l'Albanie, la Croatie et l'ex-République yougoslave de Macédoine des indications claires quant au moment auquel ces pays peuvent s'attendre à recevoir une invitation à rejoindre l'Alliance.

14.3. Des encouragements et un soutien devraient être prodigués aux aspirations de la Géorgie à rejoindre l'OTAN.

14.4. Les dirigeants de l'Alliance devraient s'atteler à l'élaboration d'une vision stratégique sur les perspectives d'élargissement à long terme.

15. RELATIONS ENTRE L'OTAN ET L'AP-OTAN

15.1. L'Assemblée est la manifestation visible de l'engagement commun de l'Alliance en faveur de la démocratie parlementaire. Ses activités viennent asseoir la responsabilité collective de l'OTAN. Elles contribuent également à la transparence de l'OTAN et de ses politiques, à une meilleure sensibilisation de l'opinion ainsi qu'à l'amélioration du débat public. Les activités de rapprochement et de partenariat menées par l'Assemblée renforcent et complètent les travaux menés par l'OTAN dans ces domaines. L'Assemblée se félicite de sa coopération croissante avec l'OTAN et de son dialogue renforcé avec le Conseil de l'Atlantique Nord. Nous saluons avec satisfaction la complémentarité entre les travaux de l'Assemblée et ceux de l'OTAN, notamment en ce qui concerne les pays partenaires. L'Assemblée invite instamment les chefs d'État et de gouvernement à entériner ce rôle dans la Déclaration qu'ils publieront à l'issue du Sommet de Riga, et à réaffirmer leur soutien à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN et à notre objectif commun, à savoir la promotion des valeurs démocratiques.

Declaration n. 350

NATO's Summit in Riga (*)

1. INTRODUCTION

1.1. The Riga summit of Alliance Heads of State and Government provides an opportunity for Alliance leaders to reconfirm the continuing importance of NATO as the key transatlantic forum to ensure our collective security. In today's global environment risks and threats to our security are many and diverse. They result from multiple origins: failed or failing states, underdevelopment, bad governance, demographic imbalances, religious radicalization, the resurgence of ideologies hostile to democracy, competition for natural resources and energy, regional instability, transnational organised crime, the spread of weapons of mass destruction and terrorism. NATO's core mission of collective defence must now address these new threats. The Riga Summit should give leadership and direction to this process.

1.2. NATO's ability to contribute to dealing with these new security challenges will depend on its continuing transformation.

(*) Adopted by the Standing Committee at its meeting in Brussels, Belgium, on Friday 29 September 2006 and endorsed by the plenary assembly in Québec City, Canada, on Friday 17 November 2006.

It will also require the support of Alliance publics and parliaments. As recent experience has shown this support cannot be taken for granted. As parliamentarians with authorising powers over budgets and deployments and direct accountability to our electorates, we have a unique responsibility to provide direction for Alliance policies and priorities.

1.3. As representatives of Nato's 26 parliaments we call upon Alliance leaders to address as a matter of urgency the following issues:

a) The use of the Alliance framework for consultation and coordination on all key security issues, including the rapidly deteriorating security situation in the Middle East;

b) The challenging security situation in Afghanistan;

c) The stabilisation process in the Western Balkans, and in particular in Kosovo;

d) The need for more appropriate funding arrangements for overseas missions;

e) The shortfalls and deficiencies in Alliance operational capabilities;

f) The inadequate levels of defence expenditures;

g) Terrorism;

h) The need for more effective cooperation with the European Union;

i) The further development of NATO's Mediterranean Dialogue;

j) The creation of new forms of association for contributing non-partner countries;

k) The further evolution of Alliance partnerships;

l) The future membership of the Alliance.

2. A MORE POLITICAL NATO AND THE HARMONIZATION OF POLITICAL ASPIRATIONS AND MILITARY CAPABILITIES

2.1. A central element of NATO's new role must be the commitment of all the Allies to use the Alliance framework for political consultation and coordination on the most important security challenges. This has to be done more regularly and in the framework of in-depth discussions by our political leaders. We must assess on a case-by-case basis where NATO's collective capabilities and experience can be utilized, either independently or in close cooperation with other international organizations.

2.2. In making such assessments, political ambitions must be harmonized with the resources and capabilities available. Nations which have agreed to take part in missions must be willing to produce the capabilities required. Mutual solidarity is urgently called for. Civil and military planning must be done together and in a more integrated manner. At all times, NATO should abide by the principles of international humanitarian law.

3. THE SITUATION IN AFGHANISTAN

3.1. The situation in Afghanistan has deteriorated in recent months. The increasing cost in human lives — and here we would wish to pay homage to the combatants who have fallen for the freedom of Afghanistan — demonstrates that this war is not yet won. NATO's commitment to Afghanistan constitutes a test of its ability to face the challenges of the new security order. In view of NATO's commitment to extend security throughout the country and the challenges it faces as it expands its mission, member countries must decide to redouble their efforts to provide the assets required to achieve this goal. NATO should also redouble its efforts to build trust with the Afghan people and agree on common policies towards the political and reconstruction efforts in the country. More 'boots on the ground' are needed in the southern part of Afghanistan to provide sufficient stability for sustained reconstruction. The Alliance's leaders must stress the need for member states to demonstrate the flexibility and commitment to provide the manpower and material needed for this mission. More synergy among international organizations is needed. A failed Afghanistan will also be a failed NATO.

4. INTEROPERABILITY AND EFFECTIVENESS

4.1. Interoperability and compatible communications are essential for Alliance military effectiveness. Fulfillment of the Prague Capabilities Commitments must remain a priority. The emphasis should be on task specialization and investments to ensure that sufficient troops can be deployed for complex stabilization missions.

4.2. Interoperability will also depend on the development and integration of military information networks to share and exploit relevant information in real time. The United States and its Allies must

therefore develop technology transfer policies to facilitate the effective sharing of relevant technical information.

4.3. Forces deployed for NATO missions must have the flexibility to perform the range of operations demanded by a particular mission. All efforts should therefore be made to reduce the use of national caveats which all too often restrict national contingents from participating in operations to their full capability.

4.4. In view of the critical role of special forces in NATO's missions, particular attention should be devoted to enhancing their interoperability.

4.5. In addition, NATO should redress its shortfall in long-range, heavy airlift by having available suitable aircraft.

5. *FUNDING TRANSFORMATION AND OPERATIONS*

5.1. The current system of having the costs of operations borne only by the participants in those operations should cease. The increased use of «on-call» NATO forces such as the NATO Response Force demands a means of sharing the financial burden of deploying those forces across the Alliance in an equitable manner.

5.2. A mechanism for the common funding of operations should be accompanied by commitments by individual members to devote sufficient resources to defence to meet the global challenges to our security. NATO members should at the very least commit themselves to making no further cuts in their national defence expenditures, and the Riga Summit should give an incentive to a better and more transparent common funding mechanism. Parliamentarians regard the development of a more equitable system as a matter of urgency.

5.3. The transformation of the Alliance and the fulfilment of its commitments will

depend upon appropriate levels of spending as well as improvements in the efficiency and effectiveness of defence spending. Redoubled efforts should therefore be made to improve the effective use of defence resources through co-operation in all stages of procurement. The Alliance should also set a firm date for all members to achieve the Istanbul usability goals for ground forces of 40 per cent deployability and eight per cent sustainability. Similar targets should be set for air and naval forces.

6. *TERRORISM*

6.1. We continue to support the role of NATO in the fight against terrorism. We believe the Alliance provides the essential transatlantic dimension, but note that terrorism cannot be defeated by military means alone.

7. *COOPERATION WITH INTERNATIONAL ORGANIZATIONS*

7.1. Current and future security challenges demand the most effective use of collective resources – civil and military – and the closest possible cooperation and coordination with relevant organizations. This means further improvement of NATO's relationships with other international organisations, in particular with the European Union (EU) and the United Nations (UN). The Riga Summit should give a firm impetus to developing these relationships in a concrete manner. The NATO Response Force and its potential for use in crisis situations illustrate the urgency of developing such relationships.

8. *RELATIONS WITH THE EUROPEAN UNION*

8.1. The scale and scope of current security threats requires a co-operative NATO-EU relationship that maximizes the assets of both organisations and an end to

institutional bickering. A more systematic process of consultation and coordination is now imperative to ensure that resources are used effectively and that the plans and responses of NATO and the EU are better balanced and more harmonized. The summit provides a chance to overcome the stalemate in relations between the two organisations. A constructive relationship between NATO and EU is a key component of a vibrant transatlantic relationship.

9. PARTNERSHIPS

9.1. NATO's partnership programs perform an important stabilizing function through assistance to countries in different stages of political, economic and social transition. Alliance expertise is effective in helping countries implement much needed reform of their security sectors. The Assembly has itself contributed through parallel programs of assistance to partner parliaments in developing effective parliamentary oversight.

9.2. Funding for NATO's many partnerships remains modest. If NATO's partnerships are to be genuinely deepened and broadened, the Alliance must augment the resources committed.

9.3. Assistance to the Balkans and the South Caucasus must remain a priority. The Alliance should give serious consideration to the requirements of a future military presence in Kosovo, in cooperation with other international organizations.

9.4. The Alliance should continue its partnership with countries of Central Asia and the Alliance should monitor the progress in fulfilling democratic standards of participants in the Euro-Atlantic Partnership Council and use the EAPC to urge partner countries to fully implement those standards.

9.5. In developing partnerships, special emphasis should be placed on the value of NATO's long-standing expertise in the pro-

tection of civilian populations against disasters and other civil emergencies in the light of the threat of international terrorism and the proliferation of weapons of mass destruction. The Alliance's planning, logistic and operational capabilities can provide unique support for national preparedness and response efforts.

10. THE MIDDLE EAST AND NORTH AFRICA

10.1. The Middle East and North Africa are regions of critical strategic importance. Again, the Assembly plays a complementary role to NATO's programs by integrating members of parliament from these countries into its many activities. The Alliance should expand its engagement with neighbouring states by developing existing programmes like the Mediterranean Dialogue and the Istanbul Co-operation Initiative using the experience and assets of NATO's Partnership for Peace. This could include a training initiative involving the creation of a training facility in a Mediterranean Dialogue or Istanbul Co-operation Initiative country. A greater emphasis should be placed on cooperation with countries that develop democratic structures and respect human rights.

11. RUSSIA

11.1. The development of a cooperative relationship between NATO and Russia remains essential. The work of the NATO Russia Council represents a considerable achievement and should be strengthened. However, the development of genuine partnership continues to be hindered by deep-rooted suspicions and misperceptions. Issues such as human rights, energy security and the situations in neighbouring countries should be discussed in an open and confidence-building manner. Issues of common interest must be addressed in order to create the necessary foundation of confidence. In enhancing its own rela-

tionship with the Russian parliament, the Assembly will play its part in reconciling misperceptions and creating a much-needed basis of mutual trust.

12. UKRAINE

12.1. Recognizing Ukraine's importance as a strategic partner and noting that Ukraine remains committed to Euro-Atlantic integration, NATO should continue to develop its relationship with Ukraine through the Ukraine-NATO Action Plan, Intensified Dialogue and the PFP Trust Fund.

12.2. The role of public opinion regarding NATO should be addressed, and NATO should assist the Ukrainian government to the maximum extent possible in disseminating information about the Alliance's role and activities.

13. NEW PARTNERSHIPS

13.1. The Alliance should give attention to developing more formal co-operation mechanisms with geographically distant partners such as Australia, Japan, New Zealand, and the Republic of Korea, who share the Alliance's values and also participate alongside NATO forces in Afghanistan and elsewhere. At the same time, NATO should be alert to the need to safeguard its cohesiveness, particularly within its decision-making structures.

14. ENLARGEMENT

14.1. Membership of the Alliance must remain open to those aspirants who demonstrate their adherence to the common

values of the Alliance and are assessed by member countries as being ready for membership.

14.2. At the Riga Summit Alliance leaders should provide clear guidance to Albania, Croatia and the former Yugoslav Republic of Macedonia as to when they can expect invitations to join the Alliance.

14.3. Encouragement and support should be given to Georgia's aspirations to NATO membership.

14.4. Alliance leaders should begin to formulate a strategic vision on the long-term future of enlargement.

15. RELATIONS BETWEEN NATO AND THE NATO PA

15.1. The Assembly is a visible manifestation of the Alliance's shared commitment to parliamentary democracy. Its activities enhance the collective accountability of NATO. They also contribute to the transparency of NATO and its policies and to improving public scrutiny and awareness. Assembly activities in outreach and partnership reinforce and complement parallel activities by NATO. The Assembly welcomes its growing cooperation with NATO and enhanced dialogue with the North Atlantic Council. We welcome the complementarity between the work of the Assembly and NATO particularly regarding partner nations. The Assembly urges Heads of State and government to acknowledge this role in their Riga Declaration and to reaffirm their support for the NATO Parliamentary Assembly and the shared goal of promoting democratic values.

N. B. Traduzione non ufficiale**Dichiarazione n. 350****Il vertice NATO di Riga (*)****1. INTRODUZIONE**

1.1. Il vertice di Riga dei Capi di stato e di governo dei paesi dell'Alleanza fornisce l'opportunità ai *leader* dell'Alleanza di ribadire la crescente importanza della NATO quale forum transatlantico privilegiato di garanzia della nostra sicurezza collettiva. Nel mondo globalizzato di oggi, i rischi e le minacce alla nostra sicurezza sono molteplici e variegati. Esse provengono da varie fonti: stati in via di disfacimento, sottosviluppo, malgoverno, squilibri demografici, estremismo religioso, rurgito di ideologie ostili alla democrazia, competizione per l'accesso alle risorse naturali e all'energia, instabilità regionale, criminalità organizzata transnazionale, diffusione delle armi di distruzione di massa e terrorismo. La difesa collettiva, ragion d'essere primaria della NATO, deve ora rivolgersi a queste nuove minacce. Il vertice di Riga dovrebbe fornire un nuovo indirizzo a questo processo.

(*) Adottata dalla Commissione permanente nel corso della riunione di Bruxelles di venerdì 29 settembre 2006 e ratificata nel corso della Seduta Plenaria che ha avuto luogo a Québec City venerdì 17 novembre 2006.

1.2. La capacità della NATO di contribuire ad affrontare queste nuove minacce alla sicurezza dipenderà dalla prosecuzione ed avrà bisogno del sostegno dell'opinione pubblica e dei parlamenti dell'Alleanza. Come si è visto recentemente, questo sostegno non è scontato. Quali parlamentari, investiti dell'autorità di approvare le spese e l'invio di truppe, ma titolari della responsabilità diretta verso l'elettorato, siamo i primi responsabili delle politiche e delle priorità dell'Alleanza.

1.3. Quali rappresentanti dei 26 parlamenti dei paesi NATO, chiediamo ai *leader* dell'Alleanza di affrontare con urgenza le seguenti questioni:

a) Uso delle strutture dell'Alleanza a fini di consultazione e coordinamento su tutte le principali questioni di sicurezza, in particolar modo sul deterioramento della situazione in Medio Oriente;

b) Delicatezza della sicurezza in Afghanistan;

c) Processo di stabilizzazione nei Balcani occidentali, soprattutto in Kosovo;

d) Necessità di metodi di finanziamento più adeguati per le missioni all'estero;

e) Carenze e deficienze nelle capacità operative dell'Alleanza;

f) Inadeguatezza dei livelli di spesa per la difesa;

g) Terrorismo;

h) Necessità di una cooperazione più efficace con l'Unione Europea;

i) Ulteriore sviluppo del Dialogo mediterraneo della NATO;

j) Creazione di nuove forme di associazione per i paesi contributori non membri;

k) Ulteriore evoluzione dei partenariati dell'Alleanza;

l) Composizione futura dell'Alleanza.

2. UNA NATO PIÙ POLITICA — ARMONIZZAZIONE DELLE ASPIRAZIONI POLITICHE E DELLE CAPACITÀ MILITARI

2.1. Un elemento centrale del nuovo ruolo della NATO dev'essere costituito dall'impegno degli alleati ad utilizzare le strutture dell'Alleanza per la consultazione politica ed il coordinamento sulle più importanti questioni di sicurezza. Questa prassi va seguita in modo più regolare e nell'ambito di discussioni approfondite da parte dei nostri *leader* politici. Dobbiamo valutare volta per volta dove poter utilizzare le capacità collettive e l'esperienza della NATO, sia indipendentemente sia in stretta collaborazione con altre organizzazioni internazionali.

2.2. Nella formulazione di queste valutazioni, le ambizioni politiche vanno commisurate alle risorse e capacità disponibili. Le nazioni che hanno deciso di prender parte ad una missione debbono essere pronte a fornire le capacità necessarie. C'è urgente necessità di solidarietà reciproca. La pianificazione civile e quella militare vanno sviluppate insieme ed in modo più integrato. In qualunque momento, la NATO deve rispettare i principi del diritto umanitario.

3. LA SITUAZIONE DELL'AFGHANISTAN

3.1. La situazione dell'Afghanistan è deteriorata negli ultimi mesi. Il crescente numero di vite umane perdute — e qui vorremmo rendere omaggio ai combattenti morti per la libertà dell'Afghanistan — dimostra che questa guerra ancora non è vinta. L'impegno della NATO in Afghanistan costituisce un banco di prova per la sua capacità di affrontare le sfide del nuovo assetto di sicurezza. In considerazione sia dell'impegno preso dalla NATO per mettere in sicurezza l'intero paese sia delle minacce che l'Alleanza deve affrontare espandendo la sua missione, i Paesi membri debbono moltiplicare i loro sforzi per mettere a disposizione dell'Alleanza tutti i mezzi necessari per conseguire tale obiettivo. Anche la NATO deve moltiplicare i suoi sforzi per guadagnare la fiducia degli afgani e decidere politiche comuni per la ricostruzione civile e morale del paese. Servono più soldati nella regione meridionale dell'Afghanistan, al fine di garantire una stabilità sufficiente da permettere una ricostruzione che proceda in modo costante. I *leader* dell'Alleanza debbono sottolineare la necessità che gli Stati membri dimostrino flessibilità ed impegno a fornire uomini e mezzi necessari per questa missione. Serve maggiore sinergia fra le organizzazioni internazionali. Fallire in Afghanistan significa il fallimento della NATO.

4. INTEROPERATIVITÀ ED EFFICACIA

4.1. L'interoperatività e l'efficacia delle comunicazioni è essenziale per l'efficacia militare dell'Alleanza. Deve restare prioritario il rispetto dell'impegno di Praga sulle capacità. Ci si deve concentrare sulla specializzazione dei compiti, ai fini dell'invio di truppe in delicate missioni di stabilizzazione.

4.2. L'interoperatività dipenderà anche dallo sviluppo e dall'integrazione delle reti di informazioni militari per condividere e sfruttare in tempo reale le informazioni

importanti. Gli Stati Uniti e i loro alleati debbono quindi sviluppare politiche per il trasferimento della tecnologia allo scopo di facilitare un'efficace condivisione di informazioni importanti.

4.3. Le forze impiegate per le missioni NATO debbono avere la flessibilità necessaria per poter svolgere tutte le operazioni richieste per una particolare missione. Bisogna quindi impegnarsi per ridurre i *caveat* nazionali, che troppo spesso impediscono ai contingenti nazionali di partecipare alle operazioni al massimo delle loro capacità.

4.4. Considerata la criticità del ruolo delle forze speciali nelle missioni NATO, particolare attenzione va dedicata al miglioramento della loro interoperatività.

4.5 Inoltre, la NATO dovrebbe far fronte alle proprie carenze nel settore del trasporto aereo pesante a lungo raggio, dotandosi di aeromobili adeguati.

5. IL FINANZIAMENTO DELLA TRASFORMAZIONE E DELLE OPERAZIONI

5.1. Va superato l'attuale sistema, per cui i costi delle operazioni sono sostenuti solo dai partecipanti. Il crescente uso di forze NATO « a chiamata », come la forza di risposta, impone una ripartizione più equanime dell'onere finanziario del dispiegamento di tali forze.

5.2. Un meccanismo di finanziamento comune delle operazioni va accompagnato dall'impegno dei singoli paesi membri a dedicare sufficienti risorse alla difesa, al fine di contrastare le minacce alla nostra sicurezza provenienti da più parti del mondo. I Paesi membri della NATO dovrebbero quanto meno impegnarsi a non ridurre ulteriormente le spese per la difesa ed il vertice di Riga dovrebbe servire a trovare un meccanismo di finanziamento comune migliore e più trasparente. I parlamentari considerano particolarmente urgente lo sviluppo di un sistema più equo.

5.3. La trasformazione dell'Alleanza ed il rispetto dei suoi impegni dipenderà dall'adeguatezza della spesa e dai miglioramenti nell'efficienza e nell'efficacia delle spese per la difesa. Serve quindi un maggiore impegno per migliorare l'efficacia dell'uso delle risorse della difesa attraverso la cooperazione in tutte le fasi dell'approvvigionamento. L'Alleanza dovrebbe inoltre fissare una data certa entro la quale tutti i membri raggiungano gli obiettivi di utilizzabilità per le forze di terra fissati ad Istanbul, i quali prevedono una mobilità del 40% ed una sostenibilità dell'8%. Vanno fissati obiettivi simili per le forze aeree e navali.

6. TERRORISMO

6.1. Continuiamo a sostenere il ruolo della NATO nella lotta al terrorismo. Crediamo che l'Alleanza fornisca la necessaria dimensione transatlantica, ma osserviamo che non si può sconfiggere il terrorismo con il solo mezzo militare.

7. COOPERAZIONE CON LE ORGANIZZAZIONI INTERNAZIONALI

7.1. Le minacce attuali e future alla sicurezza impongono un uso più efficace delle risorse collettive — sia civili sia militari — ed una cooperazione il più stretta possibile con le competenti organizzazioni. Ciò richiede un ulteriore miglioramento dei rapporti fra la NATO e le altre organizzazioni internazionali, in particolare l'Unione Europea e le Nazioni Unite. Il vertice di Riga dovrebbe dare una scossa allo sviluppo di queste relazioni in modo concreto. La forza di risposta della NATO ed il suo potenziale uso nelle situazioni di crisi illustrano come sia urgente sviluppare tali relazioni.

8. RELAZIONI CON L'UNIONE EUROPEA

8.1. Le dimensioni e la vastità delle attuali minacce alla sicurezza richiedono una collaborazione fra NATO ed UE che

sappia ottimizzare i mezzi a disposizione delle due organizzazioni e ponga fine alle attuali schermaglie istituzionali. Un processo più sistematico di consultazione e coordinamento è ormai imprescindibile, al fine di garantire che le risorse siano efficacemente utilizzate e che i progetti e le risposte della NATO e dell'UE siano meglio equilibrati ed armonizzati. Il vertice fornisce un'occasione per superare lo stallo fra le due organizzazioni. Una relazione costruttiva fra la NATO e l'UE è un elemento fondamentale di un rapporto transatlantico vitale.

9. PARTENARIATI

9.1. I programmi di partenariato della NATO svolgono un'importante funzione di stabilizzazione attraverso l'assistenza ai paesi che si trovano in fasi diverse di transizione politica, economica e sociale. L'esperienza dell'Alleanza è fondamentale per aiutare i paesi ad applicare le necessarie riforme nel settore della sicurezza. L'Assemblea stessa ha contribuito, attraverso programmi paralleli di assistenza ai parlamenti dei paesi *partner*, a sviluppare un efficace controllo parlamentare.

9.2. I finanziamenti per i programmi di partenariato restano modesti. Se tali programmi vanno effettivamente approfonditi ed ampliati, l'Alleanza deve aumentarne le risorse.

9.3. L'assistenza ai Balcani e al Caucaso meridionale deve restare una priorità. L'Alleanza deve esaminare con attenzione le esigenze di una presenza militare futura nel Kosovo, in cooperazione con le altre organizzazioni internazionali.

9.4. L'Alleanza deve proseguire i programmi di partenariato con i paesi dell'Asia centrale e deve continuare a tenere sotto controllo i progressi nel settore del rispetto delle norme democratiche da parte dei paesi partecipanti al Consiglio di partenariato euro-atlantico, utilizzando tale organo al fine di impegnare i paesi *partner* ad applicare *in toto* tali norme.

9.5. Nello sviluppo dei partenariati, particolare attenzione va posta al valore della lunga esperienza della NATO nella tutela della popolazione civile contro calamità naturali ed altre emergenze civili, alla luce del terrorismo internazionale e della proliferazione delle armi di distruzione di massa. Con la sua pianificazione, logistica e capacità operative, l'Alleanza è in grado di fornire un sostegno fondamentale alla preparazione nazionale.

10. MEDIO ORIENTE E NORDAFRICA

10.1. Il Medio Oriente e il Nordafrica sono regioni di grande importanza strategica. Anche qui, l'Assemblea ha una parte complementare ai programmi NATO, integrando i parlamentari di questi paesi nelle proprie attività. L'Alleanza dovrebbe espandere il proprio impegno verso i paesi limitrofi, sviluppando i programmi esistenti, come il Dialogo mediterraneo e l'Iniziativa di cooperazione di Istanbul, e utilizzando l'esperienza e i mezzi del partenariato per la pace. Ad esempio, si potrebbe sviluppare un programma di formazione che preveda la creazione di una struttura dedicata in un paese del Dialogo mediterraneo o dell'Iniziativa di Istanbul. È auspicata una maggiore attenzione verso i paesi che sviluppano strutture democratiche e rispettano i diritti umani.

11. RUSSIA

11.1. Resta essenziale sviluppare una collaborazione fra la NATO e la Russia. L'operato del Consiglio NATO-Russia rappresenta un risultato considerevole e va rafforzato. Tuttavia, lo sviluppo di un effettivo partenariato continua ad essere ostacolato da antichi sospetti e diversità di percezione. Questioni come diritti umani, sicurezza energetica e situazione dei paesi limitrofi dovrebbero essere discusse in modo franco, che possa contribuire a costruire una fiducia reciproca, per creare le basi della quale vanno senz'altro affrontate le questioni di interesse comune.

Migliorando i propri rapporti col parlamento russo, l'Assemblea farà quanto nelle sue facoltà per appianare le diversità di percezione e creare una base quanto mai necessaria di reciproca fiducia.

12. UCRAINA

12.1. Riconoscendo l'importanza dell'Ucraina quale *partner* strategico ed osservando che essa resta impegnata all'integrazione euro-atlantica, la NATO dovrebbe continuare a sviluppare le proprie relazioni con questo paese attraverso il piano d'azione NATO-Ucraina, il dialogo intensificato e il fondo fiduciario per il partenariato per la pace.

12.2. Va affrontata la questione dell'orientamento dell'opinione pubblica riguardo alla NATO e la NATO dovrebbe aiutare in massimo grado il governo ucraino a divulgare informazioni sul ruolo e le attività dell'Alleanza.

13. NUOVI PARTENARIATI

13.1. L'Alleanza dovrebbe concentrarsi sulla formalizzazione dei meccanismi di cooperazione con *partner* geograficamente distanti, come Australia, Giappone, Nuova Zelanda e Repubblica di Corea, che condividono i valori dell'Alleanza e partecipano con le forze NATO alle missioni in Afghanistan e altrove. Allo stesso tempo, la NATO dovrebbe fare attenzione alla necessità di salvaguardare la propria coesione, soprattutto nell'ambito delle proprie strutture decisionali.

14. AMPLIAMENTO

14.1. L'adesione all'Alleanza deve restare aperta a quei paesi che dimostrano di

aderire ai valori comuni dell'Alleanza e che i paesi *partner* valutano pronti all'adesione.

14.2. Al vertice di Riga, i *leader* dell'Alleanza dovrebbero fornire indicazioni chiare all'Albania, alla Croazia e all'Ex repubblica iugoslava di Macedonia sui tempi di un loro invito ad entrare nell'Alleanza.

14.3. Vanno incoraggiate e sostenute le aspirazioni della Georgia ad entrare nella NATO.

14.4. I *leader* dell'Alleanza dovrebbero cominciare a formulare una strategia sul futuro a lungo termine dell'Alleanza.

15. RAPPORTI FRA NATO ED ASSEMBLEA PARLAMENTARE DELLA NATO

15.1. L'Assemblea è una manifestazione visibile dell'impegno comune per la democrazia parlamentare. Per il suo tramite, l'Alleanza si rende collegialmente responsabile verso l'opinione pubblica. L'Assemblea contribuisce alla trasparenza della NATO e delle sue politiche e al miglioramento della consapevolezza dell'opinione pubblica. I programmi di apertura e partenariato dell'Assemblea affiancano e completano le parallele attività della NATO. L'Assemblea prende positivamente atto dell'aumento della sua cooperazione con la NATO e del miglioramento del dialogo con il Consiglio atlantico. Soprattutto per quanto attiene al rapporto con i paesi *partner*, la complementarità fra Assemblea e NATO è estremamente soddisfacente. L'Assemblea chiede ai Capi di Stato e di governo di inserire — nella dichiarazione di Riga — un riconoscimento del ruolo svolto dall'Assemblea in questo senso e di ribadire il sostegno all'Assemblea parlamentare della NATO e al comune obiettivo della promozione dei valori democratici.